

Communication

Les données peuvent être stockées dans un ou plusieurs fichiers. Ces fichiers peuvent se trouver à la commune où vous avez introduit la demande, à la province ainsi qu'à l'Administration flamande chargée de l'aménagement du territoire. Elles sont utilisées en vue du traitement de votre dossier. Elles peuvent également être utilisées en vue de l'établissement de statistiques ou à des fins scientifiques. Vous avez le droit de prendre connaissance de vos données dans ces fichiers, et au besoin de demander leur correction.

Pour le collège :

Le secrétaire,

Le bourgmestre,

(1) Biffez ou omettez ce qui n'est pas d'application.

Vu pour être joint à l'arrêté ministériel du 21 février 2005 portant fixation de la forme des décisions en matière des demandes d'une autorisations urbanistiques conformément au décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire.

Bruxelles, le 21 février 2005.

Le Ministre flamand des Finances et du Budget et de l'Aménagement du Territoire,

D. VAN MECHELEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2005 — 1192

[2005/201285]

15 AVRIL 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 1998 relatif aux subventions pour la préparation et le dépôt de projets de recherche européens

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1990 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies, notamment l'article 2, alinéa 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 1998 relatif aux subventions pour la préparation et le dépôt de projets de recherche européens, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003;

Vu l'avis du Conseil de la politique scientifique exerçant les fonctions du Comité d'orientation pour la promotion de la recherche et des technologies en Région wallonne, donné le 19 janvier 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 octobre 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 novembre 2004;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 23 mars 2005;

Sur la proposition de la Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 1998 relatif aux subventions pour la préparation et le dépôt de projets de recherche européens, est complété comme suit :

"4^o programme-cadre : le programme visé par la décision n° 1513/2002/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative au sixième programme-cadre de la Communauté européenne pour des actions de recherche, de développement technologique et de démonstration contribuant à la réalisation de l'espace européen de la recherche et à l'innovation (2002-2006) ainsi que le septième programme-cadre de la Communauté européenne dès son adoption."

Art. 2. L'article 4 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 4. Les projets sur la préparation et le dépôt desquels portent les subventions "Horizon Europe" sont :

1^o tout projet introduit en vue de participer à une action qui relève d'un des instruments du programme-cadre suivants : "projets intégrés", "projets spécifiques ciblés en matière de recherche ou d'innovation", "projets spécifiques en matière de recherche pour les petites et moyennes entreprises", "actions de coordination" et "actions spécifiques de soutien";

2^o tout projet introduit auprès de la Direction générale en vue d'obtenir un "label" de l'initiative EUREKA visée par la déclaration de Hanovre du 6 novembre 1985.

Est toutefois exclu tout projet pour lequel le promoteur bénéficie d'une aide qui a le même objet que les subventions "Horizon Europe" et qui relève d'une action cofinancée par la Région wallonne et un ou plusieurs des fonds structurels européens."

Art. 3. L'article 5 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 5. Lorsque le promoteur est coordinateur du projet, les dépenses admissibles couvertes par la subvention "Horizon Europe" sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer et déposer le projet, limitées aux éléments suivants :

1^o la rémunération du personnel du promoteur ou du personnel extérieur, pour un montant forfaitaire de cinq mille euros;

2^o les frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de cinq cents euros;

3^o les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

4^o les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;

5^o les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :

a) les frais de déplacement;

b) les frais de logement et de subsistance, consistant en le ou les "per diem" visés par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant qui sont financés, sous la forme d'une aide ou d'un marché, par un organisme public belge, étranger ou international ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention couvre les dépenses admissibles. Son montant ne peut toutefois excéder dix mille euros."

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article *5bis*, rédigé comme suit :

"Art. *5bis*. Lorsque le promoteur est une P.M.E. et qu'il n'est pas coordinateur du projet, les dépenses admissibles couvertes par la subvention "Horizon Europe" sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer et déposer le projet, limitées aux éléments suivants :

1° la rémunération du personnel du promoteur ou du personnel extérieur, pour un montant forfaitaire de trois mille cinq cents euros;

2° les frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de trois cent cinquante euros;

3° les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

4° les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;

5° les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :

a) les frais de déplacement;

b) les frais de logement et de subsistance, consistant en le ou les "per diem" visés par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant qui sont financés, sous la forme d'une aide ou d'un marché, par un organisme public belge, étranger ou international ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention couvre les dépenses admissibles. Son montant ne peut toutefois excéder sept mille euros."

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article *5ter*, rédigé comme suit :

"Art. *5ter*. Lorsque le promoteur est un centre collectif de recherche agréé ou une unité de recherche universitaire ou de niveau universitaire et qu'il n'est pas coordinateur du projet, les dépenses admissibles couvertes par la subvention "Horizon Europe" sont celles qu'il expose spécifiquement pour préparer et déposer le projet, limitées aux éléments suivants :

1° la rémunération du personnel du promoteur ou du personnel extérieur, pour un montant forfaitaire de mille sept cent cinquante euros;

2° les frais de secrétariat, pour un montant forfaitaire de cent septante-cinq euros;

3° les frais de traductions que le promoteur fait réaliser en exécution d'un contrat de services;

4° les frais de déplacements en Belgique de membres du personnel du promoteur, déterminés conformément à la réglementation wallonne en matière de frais de parcours;

5° les frais de missions à l'étranger de deux membres du personnel du promoteur au maximum, comprenant :

a) les frais de déplacement;

b) les frais de logement et de subsistance, consistant en le ou les "per diem" visés par la réglementation wallonne en matière de missions à l'étranger.

Les éléments énumérés ci-avant qui sont financés, sous la forme d'une aide ou d'un marché, par un organisme public belge, étranger ou international ne font pas partie des dépenses admissibles.

La subvention couvre les dépenses admissibles. Son montant ne peut toutefois excéder trois mille cinq cents euros."

Art. 6. A l'article 6 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003, les termes "à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o ou 2^o" sont remplacés par les termes "à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o".

Art. 7. A l'article 7 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003, les termes "à l'article 4, alinéa 1^{er}, 3^o" sont remplacés par les termes "à l'article 4, alinéa 1^{er}, 2^o".

Art. 7bis. Dans le même arrêté, il est inséré un article *8bis*, rédigé comme suit :

"A l'échéance du programme-cadre, la Direction générale établit un rapport sur l'utilisation de la subvention "Horizon Europe" et le communique au Gouvernement."

Art. 8. A titre transitoire, tout dossier de demande de subvention "Horizon Europe" introduit avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est régi par les dispositions en vigueur à la date de réception du dossier par la Direction générale.

Art. 9. La Ministre de la Recherche et des Technologies nouvelles est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 avril 2005.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 1192

[2005/201285]

15. APRIL 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 1998 über die Subventionen für die Vorbereitung und die Hinterlegung von europäischen Forschungsprojekten

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1990 über die Beihilfen und die Beteiligungen der Wallonischen Region für die Forschung und die Technologien, insbesondere Art. 2 Absatz 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 1998 über die Subventionen für die Vorbereitung und die Hinterlegung von europäischen Forschungsprojekten, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 19. Januar 2005 abgegebenen Gutachtens des Rats für die Wissenschaftspolitik, der die Aufgaben des Orientierungsausschusses für die Förderung der Forschung und der Technologien in der Wallonischen Region ausübt;

Aufgrund des am 19. Oktober 2004 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 29. November 2004 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. März 2005 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag der Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. März 1998 über die Subventionen für die Vorbereitung und die Hinterlegung von europäischen Forschungsprojekten wird mit folgender Bestimmung ergänzt :

«4° Rahmenprogramm : das im Beschluss Nr. 1513/2002/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Juni 2002 über das Sechste Rahmenprogramm der Europäischen Gemeinschaft im Bereich der Forschung, technologischen Entwicklung und Demonstration als Beitrag zur Verwirklichung des Europäischen Forschungsraums und zur Innovation (2002-2006) erwähnte Programm sowie das siebte Rahmenprogramm der Europäischen Gemeinschaft, sobald es verabschiedet wird.»

Art. 2 - Art. 4 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 abgeänderten Fassung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - Bei den Projekten, auf deren Vorbereitung und Hinterlegung sich die Subventionen "Horizon Europe" beziehen, handelt es sich um:

1° jedes Projekt, das zwecks der Teilnahme an einer Aktion hinterlegt wird, die eins der folgenden Instrumente des Rahmenprogramms angeht : "integrierte Projekte", "spezielle zielgerichtete Forschungs- oder Innovationsprojekte", "spezielle Forschungsprojekte für KMU", "Koordinierungsmaßnahmen" und "Maßnahmen zur gezielten Unterstützung";

2° jedes bei der Generaldirektion eingereichte Projekt zur Erlangung eines "Gütezeichens" der EUREKA-Initiative im Sinne der Erklärung der Ministerkonferenz in Hannover vom 6. November 1985.

Projekte, für die der Promotor eine Beihilfe erhält, die den gleichen Gegenstand als die Subventionen "Horizon Europe" hat, und eine von der Wallonischen Region und einem oder mehreren europäischen Strukturfonds mitfinanzierte Aktion betrifft, sind jedoch ausgeschlossen.

Art. 3 - Art. 5 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 abgeänderten Fassung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Wenn der Promotor das Projekt ebenfalls koordiniert, sind die von der Subvention "Horizon Europe" gedeckten zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung und Hinterlegung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des Personals des Promotors oder des außerbetrieblichen Personals für einen Pauschalbetrag von 5.000 Euro;

2° die Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von 500 Euro;

3° die Kosten für Übersetzungen, die der Promotor in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausfertigen lässt;

4° die Kosten für die Dienstfahrten in Belgien der Personalmitglieder des Promotors, wobei diese Dienstfahrten aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

5° die Dienstreisekosten für die Auslandsreisen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Promotors, wobei folgende Kosten berücksichtigt werden können:

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Kosten für Unterbringung und Verpflegung gemäß dem in der wallonischen Regelung in Sachen Auslandsmissionen erwähnten Tagessatz;

Die oben angeführten Elemente, die durch eine belgische, ausländische oder internationale öffentliche Einrichtung in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention deckt die zulässigen Ausgaben. Sie ist jedoch auf 10.000 Euro begrenzt.»

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel *5bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *5bis* - Wenn es sich bei dem Promotor um einen KMB handelt, und dieser das Projekt nicht koordiniert, sind die von der Subvention "Horizon Europe" gedeckten zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung und Hinterlegung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des Personals des Promotors oder des außerbetrieblichen Personals für einen Pauschalbetrag von 3.500 Euro;

2° die Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von 350 Euro;

3° die Kosten für Übersetzungen, die der Promotor in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausfertigen lässt;

4° die Kosten für die Dienstfahrten in Belgien der Personalmitglieder des Promotors, wobei diese Dienstfahrten aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

5° die Dienstreisekosten für die Auslandsreisen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Promotors, wobei folgende Kosten berücksichtigt werden können:

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Kosten für Unterbringung und Verpflegung gemäß dem in der wallonischen Regelung in Sachen Auslandsmissionen erwähnten Tagessatz;

Die oben angeführten Elemente, die durch eine belgische, ausländische oder internationale öffentliche Einrichtung in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention deckt die zulässigen Ausgaben. Sie ist jedoch auf 7.000 Euro begrenzt.»

Art. 5 -In denselben Erlass wird ein Artikel *5ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *5ter* - Wenn es sich bei dem Promotor um ein zugelassenes kollektives Forschungszentrum oder eine universitäre oder gleichwertige Forschungseinheit handelt, und der Promotor das Projekt nicht koordiniert, sind die von der Subvention "Horizon Europe" gedeckten zulässigen Ausgaben diejenigen, die er spezifisch für die Vorbereitung und Hinterlegung des Projekts tätigt, wobei diese Ausgaben auf folgende Posten beschränkt sind:

1° die Entlohnung des Personals des Promotors oder des außerbetrieblichen Personals für einen Pauschalbetrag von 1.750 Euro;

2° die Sekretariatskosten für einen Pauschalbetrag von 175 Euro;

3° die Kosten für Übersetzungen, die der Promotor in Ausführung eines Dienstleistungsvertrags ausfertigen lässt;

4° die Kosten für die Dienstfahrten in Belgien der Personalmitglieder des Promotors, wobei diese Dienstfahrten aufgrund der einschlägigen wallonischen Regelungen festgelegt werden;

5° die Dienstreisekosten für die Auslandsreisen von höchstens zwei Personalmitgliedern des Promotors, wobei folgende Kosten berücksichtigt werden können:

a) die Fahrt- bzw. Reisekosten;

b) die Kosten für Unterbringung und Verpflegung gemäß dem in der wallonischen Regelung in Sachen Auslandsmissionen erwähnten Tagessatz;

Die oben angeführten Elemente, die durch eine belgische, ausländische oder internationale öffentliche Einrichtung in Form von einer Beihilfe oder eines Auftrags finanziert werden, gehören nicht zu den zulässigen Ausgaben.

Die Subvention deckt die zulässigen Ausgaben. Sie ist jedoch auf 3.500 Euro begrenzt.»

Art. 6 - In Art. 6 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "Artikel 4, Absatz 1, 1^o oder 2^o" durch den Wortlaut "Artikel 4, Absatz 1, 1^o" ersetzt.

Art. 7 - In Art. 7 desselben Erlasses in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 abgeänderten Fassung wird der Wortlaut "Artikel 4, Absatz 1, 3^o" durch den Wortlaut "Artikel 4, Absatz 1, 2^o" ersetzt.

Art. 7bis - In denselben Erlass wird ein Artikel 8bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Am Ablauf des Rahmenprogramms verfasst die Generaldirektion einen Bericht über die Verwendung der Subvention "Horizon Europe", und teilt diese der Regierung mit.»

Art. 8 - Übergangsweise unterliegt jede vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichte Akte betreffend einen Antrag auf eine Subvention "Horizon Europe" den am Tag des Eingangs der Akte bei der Generaldirektion geltenden Bestimmungen.

Art. 9 - Die Ministerin der Forschung und der neuen Technologien wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. April 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen
Frau M.-D. SIMONET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2005 — 1192

[2005/201285]

15 APRIL 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van 12 maart 1998 waarbij toelagen worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van Europese onderzoeksprojecten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juli 1990 betreffende de bijstand en de tussenkomsten van het Waalse Gewest voor het onderzoek en de technologieën, inzonderheid op artikel 2, vijfde lid;

Gelet op het besluit van 12 maart 1998 waarbij toelagen worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van Europese onderzoeksprojecten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003; Gelet op het advies van de Raad van het wetenschappelijk beleid die de opdrachten vervult van het "Comité d'Orientation pour la Promotion de la Recherche et des Technologies en Région wallonne" (Oriëntatiecomité ter bevordering van het onderzoek en de technologieën in het Waalse Gewest), gegeven op 19 januari 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 oktober 2004;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 november 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 23 maart 2005;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 1998 waarbij toelagen worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van Europese onderzoeksprojecten wordt aangevuld als volgt :

« 4^o kaderprogramma : het programma bedoeld in besluit nr. 1513/2002/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende het zesde kaderprogramma van de Europese Gemeenschap voor activiteiten op het gebied van onderzoek, technologische ontwikkeling en demonstratie, ter bevordering van de totstandbrenging van de Europese onderzoeksruimte en van innovatie (2002-2006) alsmede het zevende kaderprogramma van de Europese Gemeenschap zodra het aangenomen wordt. »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 4. De toelagen "Horizon Europe" worden verleend voor de voorbereiding en de indiening van de volgende projecten :

1^o elk project ingediend om deel te nemen aan een actie die ressorteert onder de volgende kaderprogramma's : "geïntegreerde projecten", "bijzondere doelgerichte projecten inzake onderzoek en innovatie", "bijzondere projecten inzake onderzoek voor de K.M.O.'s", "coördinatie-acties" en "bijzondere steunacties";

2^o elk project dat bij het Directoraat-generaal ingediend wordt om een "label" van het in de verklaring van Hannover van 6 november 1985 bedoelde initiatief EUREKA te verkrijgen.

Uitgesloten zijn evenwel de projecten waarvoor de promotor een tegemoetkoming met hetzelfde voorwerp als de toelagen "Horizon Europe" geniet en die ressorteert onder een door het Waalse Gewest medegefinancierde actie en één of meerdere Europese structuurfondsen. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003, wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 5. Als de promotor coördinator van het project is, zijn de door de toelage "Horizon Europe" gedekte toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden en in te dienen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1^o de bezoldiging van zijn personeel of van het buitenpersoneel belast met het secretariaat, voor een forfaitair bedrag van vijfduizend euro;

2^o de secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van vijfhonderd euro;

3^o de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4^o de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

5° de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijf- en restauratiekosten bestaande uit de "per diem" bedoeld in de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale openbare instelling maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Het bedrag ervan mag niet meer bedragen dan tienduizend euro. »

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *5bis*. Als de promotor een K.M.O. is en als hij geen coördinator van het project is, zijn de door de toelage "Horizon Europe" gedekte toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden en in te dienen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1° de bezoldiging van zijn personeel of van het buitenpersoneel belast met het secretariaat, voor een forfaitair bedrag van drieduizend vijfhonderd euro;

2° de secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van driehonderd vijftig euro;

3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

5° de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijf- en restauratiekosten bestaande uit de "per diem" bedoeld in de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale openbare instelling maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Het bedrag ervan mag niet meer bedragen dan zeventienduizend euro. »

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel *5ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *5ter*. Als de promotor een erkend collectief onderzoekscentrum of een universitair onderzoekseenheid of van universitair niveau is en als hij geen coördinator van het project is, zijn de door een toelage "Horizon Europe" gedekte toelaatbare uitgaven die welke hij specifiek voorlegt om het project voor te bereiden en in te dienen, beperkt tot volgende bestanddelen :

1° de bezoldiging van zijn personeel of van het buitenpersoneel belast met het secretariaat, voor een forfaitair bedrag van duizend zeventienduizend vijftig euro;

2° de secretariaatskosten, voor een forfaitair bedrag van honderd vijfenzeventig euro;

3° de kosten van vertalingen die de promotor laat verrichten ter uitvoering van een dienstencontract;

4° de reiskosten voor verplaatsingen die de personeelsleden van de promotor in België maken, berekend overeenkomstig de Waalse regelgeving inzake rondreiskosten;

5° de kosten voor een opdracht in het buitenland van maximum twee personeelsleden van de promotor, met name :

a) de reiskosten;

b) de verblijf- en restauratiekosten bestaande uit de "per diem" bedoeld in de Waalse regelgeving inzake buitenlandse dienststreizen.

De hiervoor aangegeven bestanddelen die gefinancierd zijn in de vorm van een tegemoetkoming of een opdracht vanwege een Belgische, buitenlandse of internationale openbare instelling maken niet deel uit van de toelaatbare uitgaven.

De toelage dekt in totaal de toelaatbare uitgaven. Het bedrag ervan mag niet meer bedragen dan drieduizend vijfhonderd euro. »

Art. 6. In artikel 6 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003, worden de termen "in artikel 4, eerste lid, 1° en 2°" vervangen door de termen "in artikel 4, eerste lid, 1°".

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003, worden de termen "in artikel 4, eerste lid, 1° 3°" vervangen door de termen "in artikel 4, eerste lid, 2°".

Art. 7bis. In hetzelfde besluit wordt een artikel *8bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Aan het einde van het kaderprogramma maakt het Directoraat-generaal een verslag op over het gebruik van de toelage "Horizon Europe" en deelt het mede aan de Regering. »

Art. 8. Bij wijze van overgangsmaatregel wordt elk dossier betreffende een aanvraag om een toelage "Horizon Europe" ingediend vóór de inwerkingtreding van dit besluit geregeld bij de bepalingen die op de datum van ontvangst van het dossier door het Directoraat-generaal geldend zijn.

Art. 9. De Minister van Onderzoek en Nieuwe Technologieën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 april 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET